

« We, the media », ou Gulliver médiatisé

Questions à Stanley Hoffmann

par Anne Deysine, Pierre Guerlain et Bernard Vincent

Après des études secondaires à Nice et Paris, Stanley Hoffmann quitte la France pour aller étudier aux États-Unis où, dans les années 50, il entame une carrière d'universitaire. Professeur de sciences politiques et de civilisation française à Harvard, il a été directeur du Centre d'Études Européennes de 1969 à 1995. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont *Gulliver's Troubles, or the Setting of American Foreign Policy* (McGraw-Hill, 1968) [traduction française : *Gulliver empêtré* (Le Seuil, 1971)] et *After the Cold War* (Harvard University Press, 1992).¹ Il prépare actuellement un livre sur « l'éthique et la politique internationale » et un autre sur le nationalisme français. Stanley Hoffmann est l'un des rédacteurs de la revue *French Politics and Society*.

1. Autres ouvrages de Stanley Hoffmann : *Decline or Renewal? France since the Thirties* (Viking, 1974) ; *Primacy or World Order* (McGraw-Hill, 1978) ; *Duties Beyond Borders* (Syracuse University Press, 1980) ; *The Fifth Republic at Twenty* (codirigé avec W. Andrews, SUNY Press, 1981) ; *Dead Ends* (Ballinger, 1983) ; *Janus and Minerva* (Westview, 1986) ; et *The European Sisyphus: Essays on Europe, 1964-1994* (Westview, 1995). Il a par ailleurs été « co-editor » de *The Mitterrand Experiment* (Polity Press, 1987) [traduction française : *L'Expérience Mitterrand* (PUF, 1988)] ; *Rousseau on International Relations* (Oxford University Press, 1991) ; *The New European Community: Decisionmaking and Institutional Change* (Westview, 1991).



Pouvez-vous nous dire quelles sont les différences les plus frappantes entre les médias européens ou français et les médias américains, et pourquoi on parle aux États-Unis de « Fourth Estate », de quatrième pouvoir ?

Anne Deysine est professeur d'études américaines à l'Université de Paris X-Nanterre, Pierre Guerlain maître de conférences en civilisation américaine à l'Université de Marne-la-Vallée, Bernard Vincent professeur d'histoire et civilisation américaines à l'Université d'Orléans. Interview réalisée le 16 juin, 1997, à l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Je ne peux pas vraiment parler de la presse européenne, parce qu'il s'agit d'un sujet trop vaste ; mais le plus frappant, si on compare la presse française à la presse américaine, c'est qu'il y a chez les journalistes américains une sorte d'éthique, de code de déontologie qui les oblige à faire une différence très nette entre les faits d'une part et les opinions d'autre part. Et j'ai toujours un peu l'impression, quand je me replonge dans la presse française, que d'abord il n'y a pas assez de faits et qu'ensuite ce qui intéresse le plus les journalistes, c'est de donner leur opinion, et de ne pas faire du tout cette différence. Cela rend du reste la lecture du journal beaucoup plus intéressante à certains égards parce qu'il y a davantage de « ragoût ». Par ailleurs, la base factuelle est parfois un peu faible, en particulier dans les hebdomadaires. Aux États-Unis, je dirais que ce sont plutôt les éditoriaux qui sont quelquefois extraordinairement discutables, mais ils reposent en général sur une présentation et une analyse à peu près correctes des données. Je connais trop mal la télévision française et je ne vis pas assez en France pour faire une comparaison, mais je ne trouve pas la télévision américaine très satisfaisante en ce qui concerne la présentation du monde extérieur. Là aussi, il y a quelquefois d'excellents reportages. La partie documentaire de la télévision américaine est parfois très bonne, le reste est d'une médiocrité à toute épreuve (je ne suis pas sûr que ce soit tellement différent ailleurs). Je crois que cela tient au fait que le journaliste américain moyen se considère, à tort ou à raison, comme beaucoup moins respectueux du pouvoir que ce n'est souvent le cas en Europe. Dans l'histoire américaine la presse a souvent eu une influence considérable et joué un rôle décisif, qu'il s'agisse du déclenchement de la guerre contre l'Espagne en 1898, ou bien entendu de la guerre du Vietnam, ou encore de l'affaire du Watergate. Il est plus difficile de trouver des exemples équivalents en France. Il faut dire aussi que le terme de « quatrième pouvoir » est le terme que les journalistes se donnent à eux-mêmes, mais il est également vrai que le pouvoir les prend très au sérieux. Et j'ai l'impression qu'il n'y a pas qu'aux États-Unis.

Pourriez-vous, justement, nous donner des exemples de l'influence des médias ?

J'évoquerai deux exemples relatifs tous deux à la guerre du Vietnam. C'est vraiment la presse qui, au moment de l'offensive du Têt, a donné le

signal d'alarme et présenté l'offensive des Vietnamiens comme une défaite des Américains, alors qu'on sait maintenant que finalement, d'un point de vue purement militaire, cet épisode a été un échec assez catastrophique pour les Nord-vietnamiens. Mais l'offensive a été une telle surprise, et les premiers jours tellement mauvais, que la réaction de la presse a été de dire : « On nous avait annoncé que tout allait bien, regardez à quel point cela va mal. Ils ont réussi à pénétrer pratiquement jusqu'à l'ambassade à Saïgon. C'est donc l'échec complet de la politique qui a été menée. » Telle est l'impression qui a dominé – y compris dans l'esprit du Président, puisque celui-ci a renoncé à se représenter et a refusé d'envoyer des forces supplémentaires. La presse a joué ici un rôle énorme. Le deuxième exemple, c'est la publication par la presse – par le *Washington Post* – des papiers du Pentagone. C'était un acte de défi assez extraordinaire, car ils n'étaient pas du tout sûrs de gagner leur procès. Et c'est un acte d'autant plus frappant que dans le passé ils s'étaient laissés quelquefois manipuler par la Maison-Blanche. Il y avait dans leur démarche un côté « on ne nous la refera plus, on nous l'a trop fait. Cette fois-ci, à nous de jouer ».

Et quand vous parlez de manipulation, vous pensez à quoi ?

Je pense au cas connu de la tentative d'invasion de Cuba, de l'histoire de la Baie des Cochons, où le *New York Times* détenait les informations nécessaires et où Kennedy leur a fait savoir qu'il ne fallait surtout pas les divulguer. Ils en ont éprouvé beaucoup de remords car, s'ils avaient divulgué les informations, ils auraient probablement empêché l'opération et cela aurait sans doute mieux valu pour tout le monde.

S'agissant de la sécurité nationale, cela soulève donc de sérieux problèmes...

A partir de la guerre du Vietnam, un assez grand nombre de journalistes ont considéré qu'ils étaient meilleurs juges de la sécurité nationale que les gens au pouvoir. Et ils n'avaient pas toujours tort parce que les gens au pouvoir, quelquefois, s'auto-intoxiquent : avant la guerre du Vietnam, cela a été très frappant. Certaines personnes, et j'en connaissais pas mal, étaient parfaitement convaincues que la partie était jouable, gagnable. Et les journalistes qui, au début, avaient marché, et qui peu à peu se sont rendu compte que ce n'était pas du tout le cas, ont décidé en effet qu'ils diraient leurs vérités à eux, même si ce n'était pas la vérité officielle.

J'ai lu des extraits de McNamara. Avez-vous le sentiment que son ouvrage¹ a apporté beaucoup à la connaissance de ce qui s'est passé ?

Le livre de McNamara est un cas intéressant, parce qu'il a été très mal reçu, et je suis l'un des rares à avoir fait un compte rendu positif du livre. J'ai trouvé qu'il était tellement rare qu'un responsable écrive des mémoires où il passe tout son temps à se déchirer, à demander pardon, qu'on devait au moins lui reconnaître cette vertu. La plupart des gens écrivent leurs mémoires pour se faire mousser. Là, c'est exactement le contraire. L'ouvrage, je crois, n'a rien apporté de neuf sur le fond, mais c'était la première analyse venant d'un très haut responsable qui reconnaissait noir sur blanc à quel point non seulement il s'était trompé mais à quel point l'affaire avait été mal menée, mal préparée d'un bout à l'autre, sans analyse suffisante des conséquences de ce qu'on faisait, sans que soient posées les questions essentielles. Et de ce point de vue-là, c'était très intéressant parce que cela venait de l'intérieur. Mais sur le fond, non, on s'en doutait un peu.

Tout à l'heure vous avez parlé de la distinction entre les faits et les opinions. Est-ce que cette distinction est toujours pertinente ? Est-ce que le choix des faits n'a pas déjà valeur de commentaire ?

Oui, c'est vrai. Mais il y a quand même des faits qui sont des faits : on a produit tant de tonnes d'acier ou la population est de tant, le niveau des salaires est de tant. C'est cela qui manque quelquefois dans les journaux français. Mais il est certain que le choix des faits est toujours un peu orienté, subjectif. Je me souviens d'un colloque où les économistes s'envoyaient des faits à la figure, et bien entendu les faits étaient si différents que le président de séance, mon vieil ami Nick Wahl, mort il y a quelques mois, s'exclama : « Mesdames, messieurs, arrêtons-nous, nous nous battons sur des faits, nous ne pouvons pas nous mettre d'accord ». Il y a toujours une sélection des faits. Ce qui manque souvent ici, en particulier dans les hebdomadaires, c'est que, si les journalistes expriment très fortement leurs opinions, leurs analyses reposent très souvent sur des faits incomplets ou déformés. Une bonne partie de ce qu'on a écrit en France sur le fameux phénomène du « politiquement correct » est parfaitement absurde. Il faut aller voir sur place, et on se rend compte qu'on a transformé un ou deux incidents insignifiants en légendes.

1. Robert S. McNamara, *In Retrospect: The Tragedy and Lessons of Vietnam* (New York : Times Books, 1995) ; *Avec le Recul : la tragédie du Vietnam et ses leçons* (Paris : Le Seuil, 1996).

Mais est-ce que ce n'est pas venu de la presse américaine elle-même, notamment de Newsweek ?

Oui et non. Ce qu'on a très souvent choisi, me semble-t-il, ici, c'est la version donnée en Amérique par les néoconservateurs américains qui, eux, ne représentent qu'une tendance, qu'une opinion parmi d'autres. On en a fait toute une mythologie sans voir qu'il y a d'autres journaux, par exemple des journaux beaucoup moins connus que *Newsweek* comme le *Chronicle of Higher Education* – qui est quelque chose de très gris et d'assez factuel – mais qui auraient donné un éclairage tout à fait différent. Et puis on peut toujours téléphoner pour savoir si tel professeur a été agressé par les étudiants noirs ou pas !

Et sur le reste du monde... Vous avez parlé tout à l'heure de la télévision. Pourquoi l'Amérique s'intéresse-t-elle peu au reste du monde et est-ce que vous pensez que c'est en train d'évoluer ?

Elle s'est beaucoup intéressée au reste du monde jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam. Ensuite cet intérêt a énormément baissé. Et puis il y a eu une nouvelle chute de niveau au lendemain de la guerre du Golfe, une sorte de repli sur les problèmes internes. C'est très agaçant. Il y a cependant une très bonne émission sur la télévision publique de 6 à 7 h tous les jours, où il est assez souvent question du monde extérieur.

La « MacNeil-Lehrer Newshour » – devenue « Lehrer » depuis le départ de MacNeil...

C'est cela. Mais dès que vous prenez les chaînes commerciales, en général le monde extérieur disparaît, sauf s'il y a eu un tremblement de terre quelque part, une élection importante dans un pays stratégiquement important : on va en parler 30 secondes, ce qui ne représente rien. Ce n'était pas du tout le cas dans les années 60 et au début des années 70. C'est vraiment consécutif à la fin de la guerre du Golfe.

S'agit-il d'une évolution des intérêts des Américains eux-mêmes – intérêts qui ont changé et qui sont apparemment moins internationaux – ou bien y a-t-il une autre explication, politique ?

Non, je crois que cette attitude reflète assez bien l'opinion. Je ne crois pas que cela vienne de la politique. Il y a encore une politique étrangère américaine tous azimuts qui n'est peut-être plus ce qu'elle était mais qui existe encore. C'est l'opinion qui se désintéresse. Tous les sondages

montrent qu'il y a seulement 10 % environ des Américains qui considèrent que le monde extérieur pose des problèmes aux États-Unis.

Il y a eu la guerre du Vietnam, mais il y a eu un second événement qui est la chute du mur de Berlin. D'un seul coup, voilà le monde entier qui s'ouvre à l'Amérique – politiquement, diplomatiquement, commercialement, économiquement, culturellement. Et pourtant l'intérêt pour le monde extérieur semble stagner, sinon régresser. Il y a là une contradiction sur laquelle les médias ne semblent pas apporter de réponse. Ils sont aussi silencieux que la population.

C'est essentiellement dû au fait qu'il n'y a pas de menace physique qui pèse sur les États-Unis. Même si on en cherche, personne n'en trouve. Sauf mon collègue Huntington². Et dans ces conditions, on s'intéresse davantage à ce qui se passe à l'intérieur, aux faits divers. On revient en quelque sorte non pas à l'isolationnisme mais à une priorité accordée aux phénomènes non politiques. On ne peut pas dire que la politique passionne les gens. On le voit bien au moment des élections. Il y a quinze ou vingt ans, beaucoup d'étudiants participaient aux campagnes politiques d'un côté ou de l'autre, collaient les affiches, etc. Aujourd'hui, c'est le désintérêt total. Il y a une sorte de dépolitisation.

Comment expliquez-vous que l'Amérique, d'un seul coup, se soit à nouveau fort intéressée à la France... au moment où l'on découvre la présence de Mazarine à l'enterrement de François Mitterrand ?

C'était quand même très pittoresque, et l'Amérique s'intéresse à tout ce qui relève de la vie privée des gens, aux mœurs. Il y avait en l'occurrence un curieux et simultané mélange de réprobation et d'envie. Il n'est pas usuel d'avoir deux familles à un seul enterrement, mais en même temps il y avait là un refus de l'hypocrisie assez remarquable. La réaction fut donc mitigée.

Un éditorial récent du Washington Post disait à propos de l'affaire Paula Jones : « L'Amérique n'est plus aussi puritaine », et immédiatement d'ailleurs faisait la comparaison. Je crois que c'était à ABC News. Il y a eu également des images montrant la différence d'attitude à l'égard des problèmes sexuels. L'image de la France resurgit à chaque fois qu'il y a un petit scandale ou que la France connaît des difficultés. Je ne veux pas dire que CNN est antifrançais ; mais, dès qu'on a une grève, on a

2. Samuel P. Huntington, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order* (New York : Simon & Schuster, 1996).

droit à une minute entière : on ne parlera jamais de la France sur d'autres plans. Plus généralement, comme on l'a dit, le reste du monde n'occupe pas beaucoup de place, sauf peut-être de plus en plus sur le plan commercial...

Oui, mais comme le commerce n'est pas quelque chose de très « sexy » au point de vue image, cela n'intéresse pas tellement la télévision. La presse écrite, un peu plus.

On montre quand même Clinton qui se rend en Chine, qui décroche des marchés...

On ne peut pas dire que cela excite les foules. Mais ce que vous dites au sujet de la France est vrai pour les autres pays aussi. On parle d'eux quand il y a des événements soit croustillants, soit imprévus. Quand il y a des scandales sexuels en Angleterre, on en parle.

Mais c'est souvent pour montrer le côté un peu négatif : rares sont les panégyriques d'un pays européen. Ou alors on rend compte d'événements qui sont de nature à donner du sel au journal télévisé lorsque, sur le plan américain, il ne se passe pas grand chose. Estimez-vous qu'il y a de plus en plus de sensationnalisme et que cela risque de mettre davantage en danger la qualité de l'information transmise ? Il semble d'ailleurs que les médias s'intéressent de moins en moins à la politique et à la politique.

Je le présenterais davantage comme ça. Le phénomène en effet est en augmentation. Y aura-t-il un renversement de tendance un de ces jours ? Je ne sais pas. Mais pour le moment, en effet, il y a une sorte de dépolitisation. La politique devient de plus en plus un conflit d'images. À droite, l'idéologie se porte très bien mais, pour gagner des élections, brandir l'idéologie n'est pas un bon moyen. Chacun essaie de présenter une image aussi consensuelle que possible, ce qui ne fait pas plaisir à tout le monde. La droite chrétienne aurait bien voulu un candidat un peu plus musclé que Monsieur Dole l'année dernière par exemple, mais on a très bien vu que cette option ne représentait qu'une petite partie des Républicains, lesquels sont donc rentrés chez eux, ce qui ne veut pas dire que leur idéologie ait totalement disparu.

Quelle est la part de la demande de divertissement et la part jouée par les producteurs de télévision pour n'offrir que cela ?

Cette question, je l'ai posée de temps en temps à des journalistes de la presse télévisuelle. Ils vous répondent toujours qu'ils ne font que

satisfaire la demande. Je ne crois pas du tout que ce soit vrai. Ils ne sont pas seulement un relais entre la demande et l'image ; ils détiennent en fait un quatrième pouvoir. Ils jouent sur les deux tableaux, mais ils se présentent comme s'ils n'étaient que ce simple reflet de l'opinion. Si on offrait aux gens des choses un peu plus nourrissantes, ils les mangeraient. On est là dans un cercle vicieux.

C'est valable dans les deux sens, mais finalement la part de l'international n'est pas négligeable. Il y a eu la Bosnie pendant longtemps ; en ce moment il y a tout ce qui se passe au Congo. On note aussi, semble-t-il, un désir des médias de tirer les choses vers le haut.

Dans les deux cas que vous citez, l'accent a été mis surtout sur le côté tragédie individuelle, humanitaire. Il y a très peu d'analyses politiques derrière tout cela. Mais en effet, quand on montre des kilomètres de colonnes de réfugiés crevant de faim dans la jungle, cela touche les gens. Heureusement, d'ailleurs, parce que sans cela personne ne ferait jamais rien. Et Dieu sait que les États-Unis sont un pays où il y a du rendement en matière d'humanitaire, car il y a tout de suite des associations qui se forment pour envoyer nourriture, vêtements, etc. Et de ce point de vue-là, la télévision joue un rôle important. Mais il y a très peu d'analyses. C'est le spectacle qui suscite l'intérêt – un peu de la même façon, pour être légèrement caricatural, que les films catastrophes, les films sur les tornades, etc. C'est plus à ce niveau-là qu'au niveau de la formation ou de l'éducation politique. Il ne faut peut-être pas trop demander.

Il est peut-être dans la nature des médias de véhiculer l'émotion plus que l'idée ?

Je ne crois pas. Je pense qu'ils pourraient très bien faire les deux. Quand on voit la qualité de certains reportages télévisés sur des problèmes intérieurs – drogue, criminalité, délinquance, le sort des gens qui pour une coupure de crédit sont expulsés d'hôpitaux pour malades mentaux, etc. – on s'aperçoit que les médias pourraient très bien faire la même chose pour la politique étrangère. Ce n'est pas seulement de l'image qui est proposé ; il y a des analyses, le pour et le contre. Les médias peuvent très bien jouer ce rôle-là s'ils le veulent.

En Angleterre et au Canada, ce genre de reportages est beaucoup plus fréquent, et les articles de journaux sont souvent mieux écrits en

Grande-Bretagne qu'aux États-Unis. Pouvez-vous nous livrer une explication de cette différence à l'intérieur du monde anglophone ?

Je crois qu'intervient ici le facteur de la dimension du pays, de la multitude des problèmes intérieurs. L'Angleterre est un pays qui a joué un rôle international clé pendant des siècles et qui en a gardé pas mal de traces ; s'agissant des États-Unis, il y a certes eu toute la période qui va de 1941 à 1991 – une période de 50 ans – où ils ont joué un rôle comparable, mais la différence est que cela ne leur est pas naturel. Qu'est-ce qui leur est naturel ? De se pencher sur la diversité des États-Unis. Il n'y a pas de journaliste à l'heure actuelle qui tienne la place que Lippman occupait ou même celle de Joe Kraft dans les années 60. Ça manque ; il n'y a personne qui ait cette autorité-là. Il faudrait voir aussi comment s'opère la formation des journalistes. Il y a de bonnes écoles de journalisme. Celle de Columbia est assez connue. Mais je n'ai pas l'impression qu'elles fournissent assez de gens pour un pays qui est quand même immense. Ce sont des talents mal formés, peu formés.

J'ai, moi, le sentiment inverse. Il y a beaucoup de cursus de journalisme aux États-Unis, alors qu'en France, finalement, il y a le Centre de Formation des Journalistes, point final ou presque. Par ailleurs, il y a beaucoup de journalistes américains qui ont un PhD et qui en France seraient considérés comme des intellectuels. Or il semble y avoir outre-Atlantique une opposition structurelle très forte entre universitaires et journalistes. Il y a eu l'affaire Paul de Man³ – avec cette espèce d'opposition en deux blocs, ce face à face entre d'une part des journalistes ayant des doctorats, ayant fait de longues études supérieures et qui donc avaient une formation intellectuelle de bonne qualité, et d'autre part les universitaires. Comment peut-on analyser cela ?

Dans le cas de de Man, il s'agissait d'une certaine clique d'universitaires américains qui tenaient absolument à défendre les secrets du cru, toute la mode de la déconstruction, et pour qui tout l'édifice risquait de sombrer avec la réputation de de Man ; cependant d'autres universitaires étaient totalement de l'avis des journalistes, à savoir qu'il fallait dire la vérité et qu'en outre il n'y avait pas nécessairement de lien

3. Quelques années après sa mort en 1983, Paul de Man, théoricien de la déconstruction et professeur de littérature comparée à Yale, fut accusé d'avoir écrit des articles antisémites dans sa jeunesse en Belgique et de s'être ensuite réfugié, à titre expiatoire, dans l'abstraction intellectuelle. En France, il fut défendu, entre autres, par Jacques Derrida.

direct entre les variations politiques de de Man et sa doctrine littéraire, mais que le défendre à tout prix était absurde. Il y a donc eu une division chez les universitaires comme il y en a eu à propos du passé de Heidegger. Ce n'était pas tellement un conflit entre journalistes d'une part et universitaires de l'autre. C'était un conflit entre clans universitaires aussi.

Dans les analyses consacrées à la presse, le thème de l'argent et du contrôle financier revient pratiquement tout le temps. Dans quelle mesure peut-on dire que la puissance de l'argent influence le contenu rédactionnel ?

Cette influence existe certainement. Il y a eu des cas où CBS voulait présenter des données particulièrement favorables aux fabricants de cigarettes et a été obligée de faire machine arrière. Sur le contenu des informations quotidiennes, je ne crois pas que l'influence joue, sans compter qu'il y a quelquefois des influences qui ne sont pas financières. Par exemple, la présentation de ce qui se passe au Moyen-Orient dans le *New York Times* ne me paraît pas d'une objectivité totale. Là, ce ne sont pas tellement les puissances financières, mais beaucoup plus le lobby pro-Israélien qui a un certain poids dans la région de New York.

On disait tout à l'heure qu'il y a le problème de la sélection des faits et c'est à ce niveau-là que les choses se jouent. Si je compare avec le *Boston Globe*, qui n'est pas un grand journal mais qui propose beaucoup de choses sur le Moyen-Orient, la présentation est totalement différente. Reste que le phénomène est difficile à déceler parce que cela dépend aussi beaucoup des journaux. Il y en a certains, notamment des petits journaux de l'Amérique profonde, où j'ai l'impression que celui qui finance a beaucoup d'influence. Il y a des revues qui fonctionnent comme ça. Si vous prenez une revue comme le *New Republic* – compte tenu des opinions personnelles du propriétaire du journal que je connais bien – il serait bien difficile de trouver dans la section politique des gens écrivant des articles à l'encontre de ses opinions. C'est beaucoup moins notable dans des journaux comme le *New York Times* ou le *Washington Post*. Là aussi il faudrait voir de près les informations.

Les États-Unis sont un pays capitaliste et il n'est donc pas anormal que l'argent y joue un rôle important. À l'époque du second choc pétrolier, aux alentours de 1979, il y avait des restrictions sur l'essence aux États-Unis, avec les stations obligées de fermer, etc. Les propriétaires des réservoirs affirmaient que ceux-ci étaient quasiment vides. Et je me souviens – c'était en Californie – d'avoir vu en direct à la télévision des journalistes – capitalistes, payés par des institutions capitalistes – filmer à l'infrarouge depuis leur voiture ces immenses containers qui à l'évidence étaient aux trois quarts pleins. Munis de cette information, les

journalistes demandèrent à être reçus par les dirigeants de l'entreprise, qui acceptèrent. On leur montra alors sur un magnétoscope ce qui venait d'être filmé et toute la Californie (y compris eux-mêmes) eut, toujours en direct, le spectacle de leur mensonge et de leur confusion. Ces journalistes, financés par le capitalisme, semblent être les plus libres du monde... et les plus acharnés dénonciateurs de certains aspects du système qui les fait vivre.

C'est pour cela que la partie reportage est souvent extrêmement intéressante, ce qu'ils appellent des « exposés », c'est-à-dire des mises en accusation de telle ou telle pratique.

Mais comment expliquez-vous que, contrairement à ce qui se passe souvent en France, il n'y ait pas, entre des membres de la même corporation ou du même système, cette solidarité qui, dans l'anecdote que je viens de raconter, volait visiblement en éclat ?

C'est un vaste pays. Il est parfaitement possible que les industriels du pétrole de cet État-là n'étaient pas précisément ceux qui donnent de l'argent à la station de télévision qui avait diffusé ce reportage. C'est quand même un pays extraordinairement décentralisé. Est-ce qu'ils auraient pu faire cela s'ils étaient les commanditaires directs de leur société de télévision ? Je ne sais pas. La concurrence joue. Heureusement d'ailleurs, parce que cela permet de mettre en cause un certain nombre de cas individuels où des gens qui sont sans moyens personnels peuvent venir expliquer ce qu'on leur a fait. C'est donc de ce point de vue-là un recours très important. Ce type d'émissions joue un rôle considérable.

Je voudrais rebondir sur le journalisme d'investigation et dire que c'est peut-être le produit du Premier Amendement – cette liberté de la presse conçue, dans l'équilibre constitutionnel, comme moyen de contrebalancer le gouvernement. Sans doute est-ce grâce à cela que les deux journalistes, Bob Woodward et Carl Bernstein, ont pu mener l'enquête qui a finalement abouti au Watergate et à la démission de Nixon, ce qu'on n'aurait jamais pu voir en France.

C'est certain. Tout a été dit là-dessus. Et ce n'est pas fini. Par exemple, il y a eu des débats sur le « politically correct » ; on a beaucoup parlé des codes de ceci et de cela dans les universités. Or, dans beaucoup d'universités, il n'y pas de code justement parce que les avocats qui pullulent aux États-Unis ont fait savoir que ce serait une violation du Premier Amendement. Et cela a toujours été comme cela. À Harvard, par exemple, on avait préparé un code qui ne me paraissait pas choquant du

tout, mais pour lequel le président d'alors, qui était un juriste entouré d'avocats, avait dit qu'il n'en était absolument pas question, que c'était une violation du Premier Amendement, que les gens pouvaient dire ce qu'ils voulaient même si c'était offensant pour telle ou telle minorité, et ainsi de suite. Les choses se sont très souvent passées ainsi, et le Premier Amendement continue de jouer un rôle très protecteur pour les journalistes. Il a été intéressant de constater que même une Cour suprême beaucoup plus conservatrice que celle des années 50 a en gros maintenu ces acquis. Et pas seulement la liberté d'écriture. Il y a le cas fameux du défilé des nazis à Skokie, près de Chicago, où les tribunaux ont dit : « Ils ont parfaitement le droit de défiler. La municipalité n'a pas le droit d'interdire ce genre de manifestation ».

Il s'agissait plutôt de la liberté d'expression...

Mais cela fait partie de l'ensemble. Et je crois qu'une loi comme celle qu'on passe en France à chaque fois que le gouvernement change, qui interdit les propos racistes, etc. – et qui me paraît relever un peu du domaine de l'exorcisme verbal –, serait considérée comme anticonstitutionnelle aux États-Unis. Or là aussi cela pose des problèmes, car de temps à autre les gens se demandent si on peut vraiment tout autoriser. Mais en même temps l'amendement en question donne une formidable protection aux journalistes.

Est-ce que le fait qu'ils n'ont pas à dévoiler leurs sources vous paraît jouer un rôle très important ?

Attention, il y a un certain nombre de journalistes qui ont été condamnés dans des affaires criminelles pour n'avoir pas voulu révéler leurs sources. Et là il faudra un jour que la Cour suprême s'en occupe, parce que ce sont des décisions individuelles de tribunaux.

Pourriez-vous détailler un petit peu ?

Il y a eu un certain nombre de cas où des journalistes ont été mis en prison. En général, c'est à l'occasion d'affaires criminelles ou d'affaires de corruption sur lesquelles ils ont écrit des choses. Après quoi, ils se replient derrière le secret professionnel, et les tribunaux disent : « Vous devez nous dire qui vous a dit cela parce que sinon on ne peut pas vraiment assurer la justice ».

Ce sont des raisons de diffamation qui jouent alors ?

Non, pas seulement. Il s'agit aussi d'essayer d'arriver à la vérité. Par exemple, cet interminable feuilleton qu'est l'affaire du Whitewater. On a mis en prison des gens qui disaient qu'ils ne voulaient pas révéler leurs sources. C'est un peu une méthode de chantage de la part du juge. Il y a aussi des cas où les journalistes ont dit « non, on ne peut pas vous dire qui a nous dit cela » et où ils ont été mis en accusation.

Dans l'affaire du Watergate, l'identité de « Deep Throat » a pu rester secrète. Il serait donc intéressant de voir dans quelles affaires les journalistes ont été condamnés.

Cela ne s'est pas produit en général dans des affaires de haute politique. On ne s'en est pas pris au *New York Times* ou au *Washington Post*.

Le cas du Watergate a été cité comme exemple en Europe pour montrer que le journalisme américain est plus libre ; mais dans cette affaire, on sait que les informations avaient été données aux journalistes, et qu'il y avait peut-être un règlement de compte à l'intérieur du monde politique. Cette liberté apparente n'est-elle pas la résultante de conflits de pouvoir entre différentes factions ?

Cela ne gâche pas le fond, dans la mesure où grâce à ces règlements de compte entre clans on arrive à faire la lumière sur un certain nombre de scandales. Ce n'est donc pas si mauvais. Et dans le cas du Watergate, il est certain que si Nixon avait réussi à obliger tous ses collaborateurs à garder la bouche fermée, il serait probablement resté au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat.

Dans cette affaire, pensez-vous que les journalistes cherchaient vraiment la vérité ou bien voulaient faire tomber Nixon ?

Au début personne ne pensait qu'il tomberait. Les journalistes détestaient l'atmosphère extraordinairement paranoïaque de la cour de Nixon et ils ont été ravis de pouvoir traquer cela. Personne ne connaissait à l'époque l'existence des fameuses cassettes ; simplement les enquêteurs se rendaient bien compte qu'il s'était passé quelque chose et que le gouvernement faisait ce qu'il pouvait pour l'étouffer. Ils se sont donc engouffrés là-dedans. Et puis, comme le malheureux Nixon a continué de mentir en public de façon plus visible et flagrante, les journalistes ne se

sont pas arrêtés. Mais je ne crois pas qu'au début il y ait eu une intention délibérée de l'acculer à la démission. Nixon a creusé sa propre tombe.

Le Watergate a changé certaines attitudes dans le monde. Par exemple, si on regarde l'affaire du Rainbow Warrior, on peut déceler une influence américaine dans la façon dont le problème a été traité.

Oui, je le pense aussi, mais je crois quand même que, si cela s'était passé en Amérique, le journalisme d'investigation aurait été beaucoup plus féroce. Même dans le cas du *Rainbow Warrior*, on n'a pas trop voulu secouer le cocotier. Là-bas, ils seraient allés beaucoup plus loin pour voir si Henu ou Fabius, ou tel général ou tel amiral, étaient au courant, d'où venaient les ordres, qui avait signé quoi. Une fois Henu sacrifié, tout est retombé très vite.

Il n'y a pas de théorie et de pratique des fusibles aux États-Unis ?

Si, bien sûr, mais les fusibles, c'est quelque chose qui donne plutôt envie aux journalistes de faire sauter des plombs supplémentaires – alors qu'ici j'ai l'impression que cela a arrêté le court-circuit. À l'époque, la chose m'avait beaucoup frappé, car j'avais regardé cette histoire du *Rainbow Warrior* d'assez près, et j'en avais conclu qu'on restait tout de même fort respectueux.

Un point sur lequel ils n'ont pas réussi du tout, c'est l'assassinat de Kennedy.

Je ne suis pas sûr qu'on découvre davantage. J'ai vu comme tout le monde le film d'Oliver Stone, ça ne m'a pas convaincu. A la fin il y a tellement de conspirations possibles que l'histoire paraît presque comique. Il est parfaitement possible que Kennedy ait été assassiné par Oswald. Quand on a à faire à un événement qui a tellement de conséquences, on veut toujours qu'il y ait une cause dont l'importance soit comparable au résultat, et ce n'est pas toujours le cas. Ma femme a lu les 25 volumes de la Commission Warren. Il y a évidemment des zones d'ombre, mais la conclusion qui veut que ce soit un individu seul qui ait fait le coup reste assez plausible. Les documents qu'on a obtenus maintenant du côté russe montrent que les Russes eux-mêmes se méfiaient de lui comme d'un aliéné. Ils se demandaient ce qu'il venait faire là.

On peut continuer en parlant de manipulation. Manipulation dans les deux sens. Il y a des exemples frappants où les médias ont vraiment manipulé l'opinion publique, mais a contrario est-ce que les médias ne sont pas

assez fréquemment manipulés ? On parlait tout à l'heure du Vietnam. Si les médias se sont tus pendant longtemps, ce n'est peut-être pas de la manipulation mais on peut au moins parler de crédulité. Quant à la guerre du Golfe, elle a été immédiatement acceptée par les médias, vendue à l'opinion publique.

C'est plus compliqué. Au moins dans le *New York Times*, il y a eu à peu près jusqu'à la dernière minute le pour et le contre. Si vous prenez la page des « Op-Eds », vous verrez qu'entre août et janvier, il y a eu au moins autant de pour que de contre. Or les éditoriaux du journal étaient plutôt alignés sur la position officielle, mais ce n'était pas du tout l'impression qu'on avait en lisant la page d'à côté. Pour toutes sortes de raisons. Des gens disaient qu'ils n'étaient pas du tout convaincus que cette guerre était nécessaire, d'autres estimaient que les pertes seraient énormes. Pour le pouvoir, ça n'a pas été si facile que ça. La preuve, c'est que Bush s'est arrangé pour que l'affaire ne vienne au Congrès que lorsqu'il serait trop tard pour que celui-ci puisse faire quoi que ce soit. Il savait très bien que, s'il consultait le Congrès en octobre ou en novembre, il risquait fort de ne pas avoir de majorité pour le soutenir. La question n'est arrivée au Congrès qu'après la rencontre entre Baker et Tarek Aziz à Genève, rencontre qui a échoué. Et même dans ce contexte, Bush a eu du mal à obtenir une majorité.

J'étais aux États-Unis entre août et novembre. Et je me souviens qu'en novembre, on ne pouvait pas entrer dans un magasin sans qu'il y ait des stands où l'on signait des cartes de vœux pour les soldats, etc. Visiblement l'opinion publique était pour cette guerre.

Une partie de l'opinion. Vous avez des lobbies qui ont beaucoup d'argent et qui déplacent beaucoup d'air, mais cela ne veut pas dire qu'ils ont 51 % de l'opinion derrière eux.

Non, mais il n'y avait pas d'hostilité à ces stands pour les soldats.

Les soldats, il y aura toujours des gens pour les soutenir. Là aussi, c'est le côté individuel qui prévaut. « Nos pauvres garçons ! » La même chose s'est produite pour la Bosnie : on a vu à la télévision des tas de gens expliquer que c'était affreux de les envoyer, même si ce sont des volontaires, dans des conditions épouvantables, où ils sont obligés de prendre leurs repas dans des assiettes en carton. Ce n'est pas de la politique, c'est le soutien aux « boys ». C'est très différent d'un appui politique. Politiquement, les gens étaient très divisés. Une fois qu'ils ont vu que c'était beaucoup plus facile, que cela devenait une guerre

électronique, ils se sont un peu laissés manipuler. Et le Pentagone qui avait tiré des leçons du Vietnam a fait en sorte qu'on ne montre aux journalistes que des images de victoire, les succès des Scuds, etc. Cela a provoqué par la suite des débats assez sérieux parmi les journalistes, certains disant : « On s'est fait avoir par le Pentagone ».

Il y a eu des orchestrations... Cela d'ailleurs me fait penser à autre chose qui s'est passé pendant l'été 1996, je veux dire le traitement des conventions nationales dans la presse. Chaque parti s'était débrouillé pour organiser un emploi du temps conçu pour imposer aux médias la couverture qu'il souhaitait, mais les médias se sont rebellés, montrant simplement ce qui s'était passé dans la journée, programmant des talk shows au lieu de passer certaines choses en direct. Comment analysez-vous cela ?

Cela montre une certaine santé de la part des médias. À chaque fois qu'ils ont eu l'impression d'avoir été bernés, ils ont réagi. Sur le moment, ils ne pouvaient pas faire grand-chose, car ou bien ils passaient par les conditions du Pentagone, comme pendant la guerre du Golfe, ou bien on les laissait complètement à l'écart. Mais ensuite, il y a eu une offensive assez vigoureuse pour que cela ne recommence pas à chaque fois. Et dans l'ensemble ils font assez bien leur autocritique. Eux-mêmes manipulent-ils tellement l'opinion ? Je ne sais pas. Étant donné que le nombre de gens qui lisent la presse écrite me paraît plutôt en baisse et que par ailleurs la presse télévisée, c'est beaucoup plus de l'émotion que de l'analyse, on ne peut pas dire qu'on se sente très manipulé par les médias.

Entre les États-Unis et la Grande-Bretagne, le phénomène est peut-être un peu différent. Au moment des Falklands, la BBC a refusé de dire "we" pour parler des forces britanniques et il semble quand même que les médias américains aient décidé « to rally around the flag » beaucoup plus que les médias britanniques dans une situation un peu semblable.

Oui. Dans la guerre du Golfe, c'est certainement le cas, à partir du 15 janvier.

Sauf que la guerre du Golfe n'était pas une entreprise purement nationale du point de vue américain. Les États-Unis étaient l'émissaire des Nations Unies.

Ils ont quand même réussi à mettre une partie du monde arabe derrière eux, ce qui donnait un peu à réfléchir. Plus les Russes et les Chinois.

Ils avaient fait soutenir leur mouvement par un certain nombre de pays membres de l'ONU, mais c'était quand même une guerre américaine sous drapeau international.

Oui, mais il faut dire que Saddam Hussein était légèrement plus répugnant que les colonels argentins, lesquels l'étaient déjà assez eux-mêmes, et que l'enjeu, même si on ne parle pas seulement du pétrole, était un peu plus important que les deux mille moutons et les six cents citoyens anglais des Falklands. Il faut dire aussi – ce qui n'enlève rien au courage de la BBC – qu'il y avait une guerre ouverte avec Mme Thatcher, laquelle voulait les museler. Aucun président américain n'a essayé de museler la télévision publique ou la radio publique aux États-Unis. C'est assez différent.

On en revient – et c'est quand même un point important lorsqu'on parle de ce sujet – au Premier Amendement qui est un bouclier fabuleux, sauf quand les problèmes de sécurité nationale sont en jeu.

Ce qui a été très intéressant de ce point de vue-là, c'est justement l'arrêt de la Cour suprême dans l'affaire du Watergate, parce que cet arrêt consistait en fait à retirer au gouvernement le droit de dire unilatéralement « sécurité nationale » et donnait aux tribunaux un droit de regard sur l'abus de pouvoir en la matière. C'est quand même énorme.

C'est vrai qu'à part ces cas limites, la presse est libre de dire et d'écrire ce qu'elle veut sauf à tomber dans des délits civils, la diffamation...

Oui, mais la législation en matière de diffamation est beaucoup moins restrictive qu'en Angleterre. On peut diffamer largement aux États-Unis. En comparaison, la législation anglaise protège les gens de façon beaucoup plus efficace.

Vous disiez que la presse ne manipule pas ; mais on peut dire que la presse ne fait pas grand-chose pour éduquer les citoyens, et notamment en matière politique et en matière d'élections. La façon dont les élections sont couvertes est un peu déprimante. On s'intéresse à un discours si l'homme politique est bien habillé, s'il a gagné par rapport à l'autre. Mais surtout quand on fait le total des heures consacrées à la politique, et je n'ai pas de chiffres exacts, il semble que 90 % du temps est consacré à des spots qui par eux mêmes sont à 90 % médiatiques. Que faire ?

Si on passait à une législation à peu près correcte du financement des campagnes, ce serait déjà pas mal. C'est vraiment l'argent qui domine. Si

vous avez beaucoup d'argent, vous pouvez multiplier les spots publicitaires...

Oui, mais là on se heurte au mauvais côté du Premier Amendement. Limiter les dépenses électorales est considéré par la Cour suprême comme une atteinte au Premier Amendement.

Je ne suis pas sûr du tout que, s'il y avait un vote du Congrès établissant des normes paraissant équitables, ne privilégiant pas tel parti aux dépens d'un autre, il serait rejeté par la Cour suprême. Les juges sont tout à fait capables de pratiquer la défense élastique du Premier Amendement – en disant que ce n'est pas une restriction au fond de la liberté de pensée, que c'est une façon de libéraliser. Il y a eu des revirements dans l'histoire de la Cour suprême.

Un certain nombre de personnes parlent de donner des plages d'accès gratuites ou à tarif réduit à la télévision.

Cela me paraît jouable. Mais il faudrait malgré tout arriver à une formule différente de la formule actuelle, et ce pour une raison très simple. Le résultat le plus visible du phénomène dont nous parlons, c'est le désenchantement ou le désintérêt de l'électeur. A force de multiplier la publicité négative, au lieu d'exciter et de passionner les gens, les médias ont provoqué une sorte de mépris général, ce qui n'était pas du tout le cas dans les années 60 par exemple. Je crois que les politiciens eux-mêmes finiront par se rendre compte que la formule actuelle n'est pas la bonne.

Les hommes politiques sont-ils plus ou moins discrédités que les journalistes ?

Beaucoup plus que les journalistes, et c'est nouveau en Amérique. J'ai des collègues qui travaillent là-dessus, qui font dans la jérémiade perpétuelle, mais c'est de la jérémiade intéressante, qui montre que le taux de confiance a chuté.

Depuis le Watergate ?

Oui, depuis le Watergate, mais cela ne fait que s'accroître. Je crois que la médiatisation des campagnes y est pour beaucoup. Le spectacle est tellement médiocre que cela n'intéresse plus personne. Plus personne ne dit quoi que ce soit, et tout le monde dit du mal de tout le monde.

Je pense que le procès O.J. Simpson a permis de poser clairement les questions qui étaient sous-jacentes depuis longtemps. Il s'agit en fait d'un conflit entre le Premier Amendement (« la presse a le droit d'informer, le citoyen doit savoir ce qui se passe... ») et le Dixième Amendement (« le malheureux prévenu a droit à un procès équitable »). Est-ce qu'on peut concilier les deux ? En d'autres termes, la couverture médiatique de ce procès a-t-elle été nocive ou bénéfique ?

Je ne suis pas sûr que la couverture médiatique ait favorisé Simpson, car la réaction générale au premier verdict a été extraordinairement négative. Et la conclusion qu'en ont tiré beaucoup de gens, c'est que lorsqu'on avait beaucoup d'argent, on avait bien des avantages, on pouvait s'offrir les meilleurs avocats et faire passer littéralement du noir pour du blanc. Et pour le procès d'Oklahoma City, quand le juge a décidé qu'il n'y aurait pas de nouveau « cirque », il y a eu une sorte de soulagement général.

La présence des médias dans la salle d'audience est peut-être une stratégie.

Oui, mais le juge n'est pas obligé de céder à cela. Il est certain que le malheureux juge de Simpson n'était pas d'une adresse phénoménale. Il n'était pas à la hauteur. Il n'a pas tenu, alors que dans d'autres procès, il avait été excellent.

L'idéal aurait été que le spectacle télévisé de ce procès contribue d'abord à mieux faire connaître la justice, puis serve à renforcer la confiance dans le système judiciaire du pays.

Dans le cas de Simpson, c'est exactement l'inverse qui s'est passé. C'était un cirque. Le résultat était largement dû à la quantité d'argent dépensée par Simpson. Et cela a plutôt dégoûté les gens. Ajoutons que l'accusation a commis de grosses gaffes, aussi.

Et pourtant il y a aux États-Unis un fort intérêt pour tout ce qui touche à la justice, au juridique.

Un petit fait m'a frappé au moment de prendre l'avion vendredi. Il y avait un attroupement devant les postes de télévision parce qu'on annonçait qu'on allait avoir le verdict dans l'affaire d'Oklahoma City. Il faut dire que c'est un procès qui touche beaucoup les gens et les intéresse énormément.

Que pensez-vous de Court TV, la justice en direct ? Je vous connais suffisamment pour penser que vous n'êtes pas un farouche partisan de la justice populaire. Est-ce que la justice en direct n'est pas au fond un avatar moderne de la justice populaire ?

Ces séances télévisées vont, me semble-t-il, dans le même sens que ces innombrables émissions où les gens viennent étaler leurs névroses ou celles de leurs épouses ou amants, où tout le monde se déballe devant le public. Cela me paraît extraordinairement malsain. Dans ce déballage généralisé, il n'y a plus de séparation entre ce qui devrait être public et ce qui devrait être privé. Je ne suis pas pour du tout. Et il serait intéressant de savoir combien de gens suivent ces procès en direct.

Et ça ne va pas dans le sens de la sérénité des juges.

Non, pas du tout. Je crois que le dernier souci des gens qui regardent cela est le souci de la vérité. Il s'agit plus d'un souci de voyeur que d'un souci de vérité. Ce n'est pas du tout la même chose. Et cet aspect m'a beaucoup frappé dans l'affaire Simpson.

Sur Court TV, je ne pense pas qu'il n'y ait que du voyeurisme. On y montre non seulement des procès en direct, des procès horribles, du style du procès de Lorena Bobbitt, mais aussi des émissions qui sont assez éducatives sur la délinquance juvénile, sur la réinsertion des jeunes, les coulisses de la justice.

Il faudrait faire un tri. Il est vrai que certaines sont très utiles, mais, encore une fois, à condition de faire un tri et d'essayer de lutter contre cette tendance nationale au voyeurisme qu'on constate à tous les niveaux. L'affaire Paula Jones, c'est un peu cela aussi. Dans la mesure où l'on veut éviter la transformation totale de la vie politique en considérations sur la vie privée des politiciens plutôt que sur la politique à suivre, la chose est quand même assez grave. On voit, par exemple, la présidence Clinton rongée de plus en plus par ce genre d'histoires.

Je voudrais rebondir sur ce qui vient d'être dit au sujet de Court TV et qui renvoie à ce qu'on appelle le narrowcasting (par opposition à broadcasting), c'est-à-dire la confection de télévisions pour un public de plus en plus restreint. Est-ce qu'il n'y a pas là un danger d'atomisation sociale et donc de création d'enclaves médiatiques destinées à des groupes multiples de spectateurs – avec des télévisions techniques, des télévisions centrées sur les intérêts sexuels, etc., et plus du tout de télévision généraliste éducative ? On abandonnerait l'idée même de

service public, d'un système national d'information et d'éducation télévisuelles.

Je ne suis pas sûr que ce soit une question de « ou bien », « ou bien ». Je crois qu'il y a de la place pour les deux. Prenez les programmes pour Haïtiens, ou pour Vietnamiens, ou pour Coréens, cela ne me paraît pas scandaleux, et je ne crois pas que le résultat soit de diminuer le nombre de programmes généraux – qui sont d'ailleurs d'intérêt inégal. Il y a de la place pour les uns et les autres dans ce pays, qui est quand même un immense pays où des problèmes très particuliers se posent à tel groupe, à telle région, etc. Le problème, par exemple, des réfugiés cambodgiens n'est pas le même en Nouvelle-Angleterre et en Californie, et ainsi de suite. Je ne trouve pas mauvais qu'il y ait des programmes pour tel ou tel groupe. Ce n'est pas tout à fait la conception jacobine de l'État, mais on est en Amérique et on voit les choses de façon très différente... Chez les hispanophones, il y a de très grosses différences entre Mexicains, Cubains, etc. Tous ont parfaitement le droit d'avoir des émissions à eux. Cela n'empêche pas qu'il y ait aussi des émissions consacrées aux problèmes de délinquance qui sont des problèmes nationaux.

Ce n'est pas seulement une réalité ethnique. Les jeunes regardent MTV, les sportifs regardent les chaînes de sport...

Mais cela ne les empêche pas de regarder d'autres émissions aussi. Je ne crois pas que ce soit aux dépens du reste. Chacun peut zapper. Tout le monde zappe.

La possibilité du zapping a fait éclater la famille et l'habitude de regarder la télévision en famille. Plus il y a de chaînes, plus il est impossible de se mettre d'accord sur le choix des programmes.

Oui, alors chacun a sa petite télévision, mais cela n'empêche pas qu'il y ait des émissions à caractère général.

Encore une question sur la liberté. Y a-t-il des raisons de craindre pour la liberté de la presse aux États-Unis, non pas à la suite d'interventions politiques, mais par suite d'étouffement ou de commercialisation, ou sous l'effet de la concentration des organes d'information ?

Sous l'effet de la concentration, oui. Il n'y a pas qu'aux États-Unis d'ailleurs. Il y a beaucoup de journaux locaux qui ont disparu. Les coûts deviennent de plus en plus lourds, et le rôle du payeur de plus en plus important. Jusqu'à présent, ce n'est pas catastrophique, mais cela pourrait

le devenir. Le nombre de journaux publiés à New York par exemple a beaucoup diminué au fil des années, mais c'est un risque inhérent au capitalisme dont on parlait tout à l'heure. N'empêche que, grâce à cet extraordinaire phénomène, à cette capacité des gens à se grouper, à rassembler des fonds à droite et à gauche, des revues qui n'ont pas énormément de lecteurs – je pense à une revue comme *The Nation* – ont pu durer alors que, s'il n'y avait que les lois du commerce, il y a longtemps qu'elles seraient mortes. Il y a toujours cette aptitude, qu'on néglige un peu trop en France, à l'autocorrection – et qui fait, à mon avis, la force des États-Unis. Il se produit toutes sortes de crimes et d'erreurs et de catastrophes, mais toujours apparaît un phénomène d'autocorrection. Et tant que cela dure... même pour le maccarthysme... Quelquefois cela vient très tard, comme dans ce cas-là, mais à la longue, c'est toujours ce qui prévaut. Et c'est tout de même une bonne chose.

Vous avez le même optimisme pour Internet ?

Je suis la dernière personne capable d'en parler : je n'ai pas d'ordinateur. [rires]

Dernière question ou presque : existe-t-il l'équivalent de la notion de service public aux États-Unis ?

Les Américains n'ont pas ce que Lionel Jospin appellerait le sens du service public à la française. Ce qui était très intéressant dans cette espèce de déballage antifrançais des quinze derniers jours, c'est qu'il y a pas mal de lecteurs qui ont écrit aux journaux pour dire : « Attention, leurs services publics sont très supérieurs à ce qui en tient lieu chez nous. Allez plutôt voir leurs transports, leurs systèmes à eux, et vous constaterez que c'est bien meilleur que ce que nous avons chez nous ». Mais le fait est que l'opinion de l'Américain moyen, si cela existe, reste qu'il vaut mieux confier à des services privés ce qui serait service public en France ; les services publics qui subsistent, comme les quelques services de trains qui ont survécu, sont extraordinairement mauvais, la poste marche mal, etc. En matière d'information, la conviction est qu'il y a vraiment incompatibilité.

Est-ce que PBS est en train de devenir une chaîne commerciale ?

Je ne pense pas. Le problème que j'ai avec PBS, qui est la seule chaîne que je regarde, c'est l'extraordinaire médiocrité des émissions. Je crois qu'ils ont en effet un problème grave. S'ils veulent améliorer leurs programmes, s'ils veulent pouvoir commander leurs propres documentaires et films, il faudrait qu'ils obtiennent davantage d'argent.

Cela pose un problème, mais ils tiennent bon. Je ne crois pas qu'ils se laisseront aller à la commercialisation. Il y a une forte résistance de leurs propres spectateurs qui ne veulent pas que PBS se transforme en chaîne ordinaire.

Et C-Span ?

Je trouve C-Span très intéressant. C'est vraiment du document brut. C'est très intéressant de voir ce qui se passe dans les assemblées, que ce soit celles de Washington ou des États. Et il y a beaucoup de gens qui regardent cela. C'est bien meilleur que CNN.



